

CIBLE

Pauvreté

Le nombre des personnes recevant les allocations du RMI a augmenté de 4,7 % en France métropolitaine au cours de l'année écoulée. En décembre 2005, on dénombrait 1 112 400 allocataires, contre 924 700 en 2002.

Telle est la conséquence directe du chômage élevé et de la réforme à minima des dispositifs d'indemnisation du chômage.

La précarité croissante des demandeurs d'emploi n'est que l'un des aspects de l'appauvrissement qui touche un nombre de plus en plus important de retraités, de femmes, de salariés comme le démontre le récent rapport de l'Observatoire de la pauvreté. Ainsi, à Paris, 30 % des personnes sans domicile fixe sont des travailleurs en activité.

Ce bilan dramatique souligne l'échec total des recettes qui tiennent lieu de politique économique et sociale d'un gouvernement qui dispose, depuis 2002, de tous les pouvoirs. Cet échec n'a pas empêché M. de Villepin de chercher à imposer un CPE qui augmentera la précarité des jeunes. Qu'il ne s'étonne pas d'être combattu avec violence.

C.P.E.

Villepin dans le piège

Histoire

**Monarchie
de Juillet**

p. 6-7

Idées

**Philippe
Murray**

p. 9

Ne le dites pas à maman...

Si l'on peut traiter sur un mode ironique d'un sujet sérieux cela ne doit pas faire oublier son importance...

Ne le dites pas à maman... ni à ma femme, mais j'irai à la Coupe du Monde de football en Allemagne. Ce qui m'a décidé, je n'ai pas honte de le dire à vous qui êtes politiques, c'est que notre voisin du Nord, la Suède a saisi Bruxelles des conditions de sécurité prévues au cours de ces journées sportives. Avant d'examiner les craintes qu'elle formule pour ses ressortissants, je vous dirai que son intervention auprès du Conseil des ministres nous aura au moins informés, Européens sportifs ou non, d'une affaire capitale. La *Sexbranche* allemande (entendez, le secteur économique, industriel et commercial exploitant les rapports sexuels) a - *Vorsorge getroffen - opéré des préparatifs* en vue du Mondial de football 2006.

Tout Européen actif sait que nos cousins germains, depuis longtemps pionniers de l'organisation de ces métiers, ont rénové en 2002 le statut légal du proxénétisme et de la

prostitution. Les *maisons de rapport* chez nous clandestines et les *respectueuses* que notre vertueuse police traque de bois en faubourg, n'ont plus à faire au-delà du Rhin le moindre *coming out*. Elles ont pignon sur rue sous la forme de tours alvéolées et de barres babéliennes nimbées de libido.

Pour florissants que soient ces équipements, la *branche* susdite estime qu'ils ne pourront faire face à la demande de trois millions de spectateurs dans les douze villes qui accueilleront le *Mondial*. Elle a donc prévu leur extension : à Berlin, par exemple, « *un nouveau méga bordel de 3000 m², pouvant accueillir 650 clients masculins* » à deux stations de métro du principal stade.

La Suède s'en inquiète pour deux raisons :

1°) Ses citoyens vont être incités à ce qui est chez eux un délit : l'offre et l'usage des relations sexuelles vénales. À quoi un ministre bavarois répond que la Bavière s'abstiendra, mais que les Länder sont souverains et que

le droit européen ne peut déroger à la subsidiarité qui fonde le fédéralisme allemand ;

2°) La Suède en appelle alors à la conscience morale, rejointe par les associations féminines, humanitaires et religieuses qui en font le thème de la *Journée internationale de la Femme*, le 8 mars : « *Acheter du sexe n'est pas un sport - Traiter le corps de la femme comme une marchandise viole les règles... - Les hommes d'honneur n'achètent pas du sexe...* ». Que répondre à cela, sinon courir en masse signer leur pétition sur Internet ? (1) Je l'ai fait en notre nom à tous.

Mais j'irai au Mondial de Football.

Pleinement cohérent avec mes convictions politiques européennes contre la frilosité des protectionnistes, je suis pour l'ouverture des marchés au vent d'un libéralisme bien compris. La *branche du sexe* allemande n'a pas vocation à changer la morale individuelle, ni la fantasmagorie d'un sport qui berce les mâles

de violence et les lance dans des guerres et haines de substitution. Son impératif économique est de coller aux conditions exceptionnelles de l'événement pour y faire un *business* performant et alimenter la croissance des dividendes. Sachant qu'une demande brute de trois millions d'adeptes du ballon rond suscitera un afflux supplémentaire de 30 à 40 000 praticiennes plus ou moins volontaires venues de l'Est européen et d'Asie, j'approuve que la *branche* se dote d'installations garantissant au client et à la prestataire l'exercice loyal et légal du service sexuel : « *sur des zones clôturées de la taille d'un terrain de football (sic !)* », des *Verrichtungscontainer* - ressemblant à des toilettes, certes, mais dont le nom en technolanguage se traduit par « *container d'exécution* », « *cabine à faire l'affaire* » ou « *cabinet de fonction* » - sont équipés de capotes, douches, et parking à la disposition d'acheteurs de prestations dont l'anonymat sera respecté soigneusement.

J'irai en personne m'en assurer, et veiller à ce que les droits sociaux de ces professionnelles libérales brièvement expatriées se conforment au *principe du pays d'origine*, tant brocardé et rogné par les opposants au *Traité constitutionnel*, alors qu'il est seul à même de construire l'Europe que nous voulons.

On comprendra que j'en sois, et que j'en reste sportivement, l'un des plus chauds partisans. En souhaitant à chacun des membres de nos équipes de se parer au but !

Steen BOLKES

(1) <http://catwepetition.ouvaton.org>

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Ne le dites pas à maman... - p.3 : Mensonges avant liquidation - Barbares - p.4 : Recettes - De Villepin dans la nasse - p.5 : Un billet pour l'enfer - p.6/7 : Quelle légitimité ? - p.8 : Terreur - Une imposture française - p.9 : Philippe Muray - p.10 : Hammett - Les virtuoses et la multitude - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Retour à gauche ?

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Mensonges avant liquidation

Dominique de Villepin et Thierry Breton ont menti, mentent et continueront de mentir. C'est François Fillon, conseiller de Nicolas Sarkozy, qui a dit la vérité : la privatisation de Gaz de France annonce celle de l'électricité.

Ils ont menti. Ce n'est pas la rumeur d'une OPA de l'italien ENEL sur le groupe Suez qui a décidé le gouvernement à organiser la fusion de GDF et de Suez. L'opération était envisagée depuis plusieurs années et engagée depuis septembre dernier : le démenti publié à ce sujet le 13 février par Matignon était aussi trompeur que la fausse surprise jouée dans les palais de la gouvernance quelques jours plus tard.

Ils ont menti aux citoyens, aux usagers, aux syndicats, lorsqu'ils ont promis que l'État conserverait 70 % du capital de GDF. Promesse inscrite dans la loi du 9 août 2004, qu'il va falloir changer avec l'assentiment de députés transformés en girouettes. La part de l'État dans le capital de la future société Suez-GDF sera de 36,4 %, ce qui signifie que Gaz de France va être privatisée.

Ils mentent. Dominique de Villepin et Thierry Breton mentent lorsqu'ils affirment que l'État conservera une minorité de blocage : certaines opérations d'acquisition et de cession d'entreprises pourront être contrôlées mais les décisions stratégiques et la gestion de l'entreprise appartiendront à des capitalistes qui chercheront, là comme ailleurs, la rentabilité maximale et l'investissement minimal pour satisfaire leurs actionnaires. Sur ce plan, l'affaire est faite : c'est Gérard

Mestrallet, patron de Suez qui prendra la direction du nouveau groupe. C'est logique : le groupe privé franco-belge, qui développe ses activités dans l'électricité, le gaz, l'eau et l'environnement, réalisait en 2005 un chiffre d'affaires de 41,5 milliards alors que celui de GDF n'était que de 22,4 milliards. Mais cette logique est inacceptable.

La liquidation d'une entreprise publique qui excellait dans sa mission pouvait être évitée de deux manières : par le maintien du statu quo, par la fusion entre EDF et GDF qui aurait permis d'assurer la mise à l'abri de Suez dans de bonnes conditions puisque l'État aurait gardé une large majorité dans le capital des trois entreprises fusionnées.

Ils mentent lorsqu'ils disent que l'État conservera la maîtrise des prix : l'expérience montre que la privatisation provoquera des hausses de prix d'autant plus incontrôlables que le marché de l'énergie va être complètement ouvert à la concurrence le 1^{er} janvier 2007. Cela signifie que les entreprises du secteur vont entrer dans une guerre sans merci, qui n'exclut pas des ententes sur les hausses de prix. À terme, c'est la modernisation du réseau de distribution du gaz et de l'électricité qui sera sacrifiée - donc la sécurité des installations et l'approvisionnement régulier des usagers.

Ce processus désastreux ne sera certainement pas freiné par la *gouvernance* européenne qui a été incapable de définir une politique commune de l'énergie et qui, faute de savoir construire, s'est employée à détruire les monopoles existants, au mépris de leur efficacité. Commissaire européen à la concurrence, Neelie Kroes n'a laissé aucune illusion aux Français : pour cette fanatique de l'ultralibéralisme, les efforts en vue de créer des *champions nationaux* dans les secteurs de l'énergie et des services financiers constituent des *sottises absolues*.

Dominique de Villepin et Thierry Breton mentent encore lorsqu'ils brandissent l'étendard du *patriotisme économique* : dans le secteur privé, l'obsession de la rentabilité du capital est étrangère aux intérêts supérieurs de la patrie. Seule la nationalisation des secteurs clefs est à la fois protectrice et pleinement efficace quant aux impératifs de la politique économique et sociale.

Or nous allons continuer à privatiser, malgré les promesses (de Gascon) faites par le Premier ministre. En l'affaire, c'est François Fillon qui dit la vérité : la privatisation de GDF dans un secteur totalement ouvert à la concurrence annonce la privatisation d'EDF. Avec les mêmes conséquences inacceptables.

Sylvie FERNOY

(1) Cf. la motion *politique de l'énergie* votée par le congrès de la NAR en 2004 que l'on trouve sur le site www.narinfo.fr.st (<http://narinfo.site.voila.fr/2004energie.htm>).

Barbares

En février, la mort de deux personnes a provoqué deux vagues d'émotion et de protestation : l'une, imposante, a été soulevée par le meurtre d'Ilan Halimi ; l'autre, limitée, a fait suite au décès d'un gendarme dans un accident de la route, peut-être sous les cris hostiles d'un groupe d'habitants de l'île de Saint-Martin.

Il y a une affaire Halimi, et le *gang des Barbares* rapidement mis sous les verrous aura à répondre de la mort du jeune homme et de l'antisémitisme qui a peut-être été la cause de son enlèvement. Il n'est pas sûr qu'il y ait une affaire Clin, provoquée par un *racisme anti-blanc*. Il faut dans les deux cas attendre les conclusions des enquêtes en cours.

Cela dit, il était nécessaire que les associations juives et des groupes antiracistes manifestent après la mort d'Ilan Halimi. De tels cortèges renforcent les liens civiques et apaisent les peurs.

Mais il était pour le moins imprudent qu'on théorise - tel Alain Finkielkraut - sur le *racisme anti-blanc* après la mort du gendarme Clin sans attendre les conclusions de l'enquête ;

- il était indécent de chercher à exploiter l'émotion populaire comme l'ont fait le Premier ministre et des membres de son gouvernement, au mépris de principes qu'on aurait honte de leur rappeler ;

- il était inacceptable que MM. Le Pen et de Villiers, en concurrence pour l'exploitation de l'électorat xénophobe, tiennent des propos appelant à la guerre civile.

Malgré les scandales qui la frappent, il faut obstinément faire confiance à la justice.

Annette DELRANCK

Recettes

Face à une économie sinistrée, comment faire pour sauver les apparences ? Les idées folles ne manquent pas, dans la gouvernance.

En début d'année, Thierry Breton avait envisagé l'augmentation du nombre des périodes de soldes tandis que des extrémistes plaidaient pour la déréglementation totale en ce domaine, à l'exemple des États-Unis. Comment faire des bénéfices en vendant à perte toute l'année, ont demandé les commerçants ? Bercy étudie toujours la réponse, que nous attendons avec intérêt.

Autre idée dingue : pousser les Français à l'endettement afin que la consommation continue d'être le moteur de l'économie. Cela fait des années que les milieux dirigeants pestent contre les Français, qui sont beaucoup moins endettés (- 30%) que leurs voisins. D'où la réforme de l'hypothèque réalisée sous l'égide de Nicolas Sarkozy et qui permettra d'obtenir des prêts à la consommation gagés sur son logement – avec possibilité de recharger son crédit comme pour les autres systèmes de prêts à la consommation. Bien sûr, si l'emprunteur ne peut plus rembourser, il perdra sa propriété.

Ces solutions suicidaires seront lentes à mettre en œuvre – ce qui est heureux pour les particuliers – mais le gouvernement peut à juste titre s'affoler des conséquences de sa politique : certains grands magasins sont confrontés depuis le début de l'année à une baisse très brutale de leur chiffre d'affaires et une baisse générale de la consommation est à redouter.

Les apparences ne seront plus très longtemps préservées.

A.D.

De Villepin dans la nasse

Le mardi 7 mars dernier, à quelques heures du début des premières manifestations pour le retrait du Contrat première embauche (CPE), l'affaire était entendue : en cas d'échec de la mobilisation, quatre confédérations syndicales avaient préparé un plan B de sortie du conflit.

Après l'échec du 7 février, pas question de subir un second affront sous peine de voir leur légitimité même remise en cause. Elles auraient quitté l'intersyndicale et pris date pour les discussions de ce que Dominique de Villepin appelle la « troisième étape de son plan d'urgence pour l'emploi », bien décidées, cette fois, à ne pas s'en laisser conter. Mais devant la réussite des manifestations qui ont rassemblé entre 400 000 et un million de personnes dans les rues de cent soixante villes de France, exit le plan B ; le rapport de force a changé, il joue, désormais, en faveur des opposants au CPE : les salariés qui se sont un peu plus mobilisés que le 7 février (date de la première manifestation anti-CPE), mais aussi et surtout les étudiants : « ce sont eux qui ont fait la différence », avouait, non sans un léger embarras, un dirigeant syndical.

À l'heure où nous écrivons, le Premier ministre se retrouve pris à son propre piège. Car le CPE, c'est sa chose ; à l'image d'Alain Juppé, en 1995, qui avait cherché à imposer sa réforme des retraites sans concertation, l'actuel chef du gouvernement a concocté son projet sans en informer personne : ni le président de la République, ni le ministre de l'Emploi, ni son homologue

chargé des relations du travail, ni les partenaires sociaux, ni sa majorité... Jusqu'au dernier moment, il a voulu garder la main pour pouvoir s'en prévaloir en cas de succès. Dominique de Villepin avait même interdit à Jean-Louis Borloo et à Gérard Larcher tout contact avec les principaux dirigeants syndicaux, laissant son directeur adjoint de cabinet chargé des questions sociales, le soin de les convaincre... Une anecdote qui en dit long sur le personnage. Aujourd'hui, le Premier ministre est dans la nasse : il ne peut suspendre le CPE, comme le réclame les syndicats de salariés et les mouvements de jeunes, sans se déjuger ; il ne semble pas non plus, quoi qu'il en dise, en mesure de le faire appliquer en l'état.

Le 9 mars dernier, il aurait donné *carte blanche* à Jean-Louis Borloo pour sortir le gouvernement de cette mauvaise passe. Seule planche de salut pour le Premier ministre : aménager le CPE sans revenir sur la flexibilité offerte aux employeurs, mais en sécurisant le dispositif. Le CPE resterait un contrat réservé aux moins de 26 ans, résiliable sans justification par l'employeur pendant deux ans, mais ses bénéficiaires pourraient, si le contrat est rompu au bout de cinq ou six mois, accéder à une convention de reclassement

personnalisé. Ce système, créé en juin dernier à l'initiative des partenaires sociaux, est un dispositif d'accompagnement renforcé des salariés victimes de licenciement économique. Pendant huit mois, la personne perçoit une rémunération supérieure à l'allocation chômage et bénéficie d'aides à sa recherche d'emploi et de formation. Alors que, dans sa mouture actuelle, le projet de CPE prévoit seulement que le jeune puisse toucher une indemnité forfaitaire équivalente au RMI pendant deux mois s'il est licencié au bout de quatre mois et n'a pas acquis suffisamment de droit à l'assurance chômage.

Cette fois, c'est en concertation avec les syndicats que le ministre de l'Emploi entend élaborer la sortie de crise. Seul hic, les syndicats, soutenus par les étudiants, ne veulent pas de ces palliatifs ; fort de leur succès, ils continuent de réclamer le retrait du CPE, mais aucun d'entre eux n'a, le 7 mars, fermé la porte au dialogue ; tous ont appelé à l'ouverture de négociations. La balle est maintenant dans le camp de Jean-Louis Borloo : on semblerait se diriger vers des négociations sur les contrats précaires en y incluant les contrats jeunes. En attendant, salariés et étudiants continuent de maintenir la pression en appelant à une nouvelle manifestation les 16 et 18 mars prochain et, pour les seconds en occupant un nombre grandissant de facultés.

Nicolas PALUMBO

Un billet pour l'enfer

Le fiasco de la taxe sur les transports aériens rend plus urgente l'ouverture d'un débat public sur l'aide au développement pour la sortir de l'indifférence et de l'incompétence.

Seuls douze pays sur les quatre-vingt-treize invités à grands frais à Paris ont accepté de suivre le président Chirac dans sa volonté de percevoir quelques euros sur chaque billet d'avion pour financer la lutte contre les grandes pandémies (sida, tuberculose, paludisme). Et quels pays ! Deux seulement parmi les vingt-cinq européens, le Luxembourg et Chypre (la participation de la Grande-Bretagne n'est qu'un trompe-l'œil), même pas l'Espagne et l'Allemagne qui avaient fait partie du groupe des précurseurs à l'ONU avec le Brésil et le Chili, aucun des Grands (le président Bush a lancé sa propre initiative sida il y a deux ans), aucun pays arabe (sauf la petite Jordanie), aucun pays d'Asie. L'échec est retentissant. Il doit faire réfléchir et provoquer un examen de conscience approfondi sur notre conception de l'aide au développement.

Foin des objections prévisibles (réserves des compagnies aériennes, craintes pour le tourisme - qui rapporte plus à certains pays pauvres -, opacité des structures de perception et de répartition, création de nouveaux organismes administratifs, multilatéraux mais hors ONU), le rejet de la proposition française, comme toutes les bonnes idées inventées par nos brillants inspecteurs des finances au long de notre Histoire, relève d'une théorie de l'offre plus que de la demande. C'est une mesure imposée d'en haut qui n'a jamais fait l'objet d'un débat

public, parce qu'il est sous-entendu que personne ne peut être contre le fait de soigner les gens, de vouloir leur bien.

Que c'est généreux la France ! Faire baisser le prix des médicaments pour les séropositifs d'Afrique, merci docteur Douste-Blazy, ministre des Santé Étrangères. Le sida fait passer tout et n'importe quoi. Il prime toute politique. La charité est devenue affaire d'État. Si le gouvernement était totalement légitime sur ce sujet, il aurait sans doute mieux convaincu, et chaque gouvernement chez lui. Car l'opinion publique existe en dehors des téléthons. S'agissant du problème mondial du développement, on avouera que la taxe proposée est dérisoire, même limitée aux grandes pandémies, mais aussi qu'elle prend ce problème par l'autre bout de la lorgnette. Le problème du développement n'a pas commencé avec le sida. C'est plutôt l'inverse : le sida n'est si répandu dans ces pays que parce qu'ils sont pauvres (encore que certains de ces pays s'en tirent mieux que d'autres et que la pauvreté n'est pas le seul facteur de la pandémie). On veut s'en prendre aux symptômes faute de pouvoir ou vouloir traiter le mal.

Les électeurs, qu'ils soient français ou japonais, seraient plus convaincus s'ils voyaient clair dans le développement. Ils savent d'instinct qu'il est illusoire d'engloutir des sommes colossales dans le traitement du sida sans un environnement politico-administratif transparent. Plus généralement,

au-delà des insuffisances de la santé publique en général (médecins, infirmières, laboratoires) ou de celui de la gouvernance (corruption), c'est le problème de l'inégalité entre le nord et le sud, et de l'attraction du nord sur le sud, qui est posé. Or l'aide publique au développement ne s'attaque guère à la question, quand elle ne l'aggrave pas. Elle n'est qu'un petit aspect des relations nord-sud. On a raison de rappeler par exemple que les simples transferts financiers des migrants représentent le double des montants de l'aide. À l'inverse, on sait combien la balance des échanges de biens et services est déficitaire au sud. Quant à la composition de l'aide, une faible partie profite aux populations du sud sans retourner au nord.

Pour avoir été trop longtemps une coopération de substitution, subordonnée à des intérêts trop étroitement baptisés nationaux - la coopération de papa, qualifiée de post ou néo-coloniale - aujourd'hui on la budgétise et on l'internationalise à l'excès. L'aide bilatérale française recule. Il est plus aisé de faire passer par les Finances des transferts globaux sur les comptes de l'Union européenne, de la Banque Mondiale, du Fonds Global Sida, voire directement des budgets nationaux, que de s'impliquer dans des stratégies compliquées et surtout des problèmes humains, trop humains. Sans revenir au cartiérisme des années 60, et pour ne pas y retomber, il est temps d'engager de vrais débats populaires sur les relations entre riches et pauvres de notre planète et recueillir un mandat démocratique sur les politiques à mettre en œuvre.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **AUSTRALIE** – La reine Elisabeth a effectué une visite de quatre jours en Australie pour l'ouverture des Jeux du Commonwealth. Elle a été accueillie à Canberra par son représentant en Australie, le gouverneur général Michael Jeffery, qui était accompagné du Premier ministre fédéral John Howard, un monarchiste résolu et déclaré, et du Premier ministre du Territoire de la capitale australienne, Jon Stanhope, bruyant partisan de l'instauration d'une République. Cette visite a suscité une bataille entre républicains et monarchistes, les premiers voulant que seul l'hymne national australien *Advance Australia Fair* soit joué alors que les seconds exigeaient que soit aussi exécuté le *God save the Queen*. Cruel dilemme pour les organisateurs qui l'ont résolu en faisant chanter l'hymne national britannique lors d'un concert donné spécialement pour fêter les quatre-vingts ans de la souveraine.

♦ **ALBANIE** – Le roi Leka 1^{er} a annoncé qu'il se retirait de la vie politique et que le Mouvement pour le redressement national (NDM) qu'il avait créé et qu'il présidait serait désormais dirigé par « des structures élues ». Il est vraisemblable que l'état de santé du roi explique cette décision. Le roi Leka et son épouse la reine Suzanne, décédée il y a vingt mois, n'ont eu qu'un enfant, le prince Leka, qui vient de fêter ses vingt-quatre ans et poursuit ses études à l'école militaire de Sandhurst en Grande-Bretagne.

♦ **IRAN** – Invité par le *National Press Club*, le prince héritier Reza Pahlavi, le fils de l'ancien chah d'Iran a déclaré que les efforts diplomatiques pour contrer les ambitions nucléaires du gouvernement iraniens étaient vains mais qu'il était opposé à toute intervention militaire qui ne ferait que renforcer les « durs » du régime islamique. Il plaide en revanche pour que les efforts soient concentrés pour aider et unifier les nombreux groupes d'opposition qui existent aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Le prince héritier, âgé de 45 ans, a réaffirmé que son seul objectif était l'instauration d'un gouvernement laïc et démocratique. Interrogé sur le rôle qu'il aurait à y jouer le prince a déclaré : « Ce sera à mes compatriotes de décider » tout en ajoutant qu'il souhaitait une monarchie constitutionnelle citant le Japon, la Suède et l'Espagne comme exemples.

♦ **THAÏLANDE** – La crise politique latente dans le royaume depuis plusieurs mois vient de connaître de nouveaux rebondissements. En butte aux accusations d'abus de pouvoir et de corruption, le Premier ministre Thaksin Shinawatra a dissous le Parlement et appelé à des élections anticipées que l'opposition entend boycotter. Pratiquement tous les jours des manifestations appellent à la démission du Premier ministre. Aussi, à la demande du Palais, l'ensemble des chaînes de télévision ont interrompu leur programme le 12 mars et ont rediffusé les images de la spectaculaire médiation qu'avait effectuée le roi en 1992 après les émeutes contre le gouvernement militaire et qui avait abouti à la démission du général chef de la junte. Claire « suggestion » royale au Premier ministre de faire cesser la crise.

Quelle légitimité ?

A

ncien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration, Arnaud Teyssier a déjà publié plusieurs livres d'histoire, dont une excellente biographie du maréchal Lyautey.

Son nouvel ouvrage est consacré aux fils et aux filles de Louis-Philippe – et au roi lui-même. Dans l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder, il s'interroge sur les raisons de l'échec de la monarchie constitutionnelle dans notre pays et sur les conditions structurelles qui ont permis à la France de vivre jusqu'à ce que l'État soit restauré en 1958.

■ **Royaliste : Qui êtes-vous ? Un fonctionnaire qui fait de l'histoire ou un historien devenu fonctionnaire ?**

Arnaud Teyssier : Les deux tâches se rejoignent dans un même souci. J'ai une formation littéraire, mais aussi une formation et une expérience administratives qui ont beaucoup changé mon point de vue sur l'histoire.

Ce point de vue est celui d'un fonctionnaire qui se demande pourquoi nous en sommes arrivés à la situation actuelle, celle de la destruction des structures politiques, juridiques et administratives qui ont permis à la France de continuer à exister au cours des deux derniers siècles. Tous mes livres tournent autour de cette question, notamment ma biographie de Lyautey - ce militaire royaliste qui s'ennuyait en France et qui, selon le mot célèbre, offrit un empire à la République.

■ **Royaliste : Pourquoi s'intéresser, dans cette**

perspective, aux enfants de Louis-Philippe ?

Arnaud Teyssier : J'ai dans ma famille le général Atthalin qui était au service de Louis-Philippe. Dans sa correspondance, j'ai retrouvé une lettre que le roi lui écrivit en 1830 et qui atteste de sa fidélité à la Charte, alors que ce prince d'Orléans passait plutôt pour un intrigant : beaucoup lui reprochaient d'avoir préparé la chute de Charles X.

Même si le futur Louis-Philippe avait noué des relations avec l'opposition sous la Restauration, il n'est pas sûr qu'il soit arrivé au pouvoir à la suite d'un processus totalement maîtrisé. C'est pourquoi, tout en analysant les destins de ses huit enfants, je parle beaucoup du roi qui, d'ailleurs, voulait qu'ils soient élevés à la perfection - probablement pour compenser l'éducation déplorable qu'il avait reçue.

Je me suis également intéressé aux enfants de Louis-

Philippe pour une deuxième raison : j'ai voulu comprendre pourquoi les fils du roi des Français n'ont pas instauré une monarchie moderne. N'étaient-ils pas prédisposés à cette tâche par l'éducation qu'ils avaient reçue ?

■ **Royaliste : Parlons de cette éducation.**

Arnaud Teyssier : Dans *L'Avenir de l'Intelligence*, Maurras dit que les enfants de Louis-Philippe avaient rendu les armes à la société du temps. L'intention est critique car le chef de l'Action française est hostile aux principes de 1789. Mais il est vrai que le premier roi des Français avait voulu que ses enfants reçoivent une éducation moderne, afin qu'ils soient les hommes de leur siècle.

Déjà, sous la Restauration, Louis-Philippe avait décidé de mettre ses fils au collège Henri IV. Louis XVIII eut à ce sujet un entretien très dur avec le duc d'Orléans car il

était résolument opposé à cette décision. Le roi estimait que mettre des princes dans une école de la bourgeoisie ne les préparerait pas à mieux exercer leurs fonctions : l'exercice du pouvoir exige une éducation particulière, qui n'empêche pas de bien connaître son époque.

Le propos de Louis XVIII peut sembler assez vain quand on songe à l'éducation traditionnelle que le comte de Chambord avait reçue et qui explique pour une grande part son refus du pouvoir.

Cela dit, l'éducation des fils de Louis-Philippe explique pourquoi ils sont restés inactifs en 1848. Les deux princes qui commandent en Algérie et qui ont des troupes fidèles ne tentent rien. Ceux qui se trouvent à Paris, comme Montpensier, pressent leur père d'abandonner le pouvoir. Dans ses *Vieux souvenirs*, Joinville décrit d'ailleurs la monarchie de Juillet comme un régime d'occasion. Et Aumale ne voulait surtout pas être suspecté de comploter. Tous les fils de Louis-Philippe sont des légalistes scrupuleux : leur père leur avait enseigné quand ils étaient jeunes le respect de la loi, le respect de la Charte.

Au contraire, le succès de Louis Napoléon Bonaparte est dû au fait que c'est un com-

ploteur né et qu'il ne respecte pas du tout la loi.

Les fils de Louis-Philippe étaient en proie au doute, à un doute qui était celui des élites françaises depuis la Révolution de 1789, et qui les a de nouveau saisis depuis le départ du général de Gaulle. À ce doute de soi, s'ajoutait la crainte de l'exil : sous le Second Empire, ils désiraient avant tout revenir en France et tous les princes d'Orléans furent profondément malheureux d'en être chassés par la III^e République.

■ **Royaliste : On avance souvent la thèse psychologique selon laquelle les Orléans manqueraient de caractère.**

Arnaud Teyssier : D'abord, je veux souligner que les Orléans constituent une famille, et non un agrégat de personnages : ils s'aiment, s'écrivent, ils sont très solidaires et ont un amour profond pour leur père. Il faut rappeler que le duc d'Orléans fut tué dans un stupide accident parce qu'il avait promis à sa mère d'aller lui dire au revoir à Neuilly avant de partir en mission dans le Nord.

Cette mort fut une catastrophe pour la dynastie et pour les chances d'une monarchie constitutionnelle en France - ce que dit très bien Victor Hugo dans *Choses vues*.

Jeune prince très fougueux, le duc d'Orléans avait acquis au fil des ans une véritable maturité politique. Son journal, qui a été publié voici quelques années, montre que le prince héritier avait dès 1828-1829 une réelle intelligence de la politique. Sous la monarchie de Juillet, il évolue de manière très positive et, en 1840, il a une claire conception des institutions françaises et de l'équilibre européen. Manifestement, il est prêt à régner. L'exemple de cet homme de caractère incite à penser que le jugement de Maurras est erroné : la monarchie de Juillet aurait pu se pérenniser grâce à la forte personnalité du duc d'Orléans.

Les autres fils de Louis-Philippe présentent des faibles-

ses : le duc d'Aumale est très intelligent, très cultivé, bon militaire, il s'oppose avec un grand sens politique à Napoléon III mais il n'avait pas de caractère. Le duc de Nemours et le duc de Montpensier en étaient également dépourvu. Quant à Joinville, il aimait les grands voyages, la peinture, le dessin, il s'intéressait aux innovations techniques mais il ne croyait pas beaucoup à la politique et avait intégré, tel un préjugé, l'absence de légitimité de la monarchie de Juillet.

Je cite cette confidence de Louis-Philippe à Rémusat : « *Nemours a ma sagesse, mais excusez-moi de parler comme je fais, il n'a pas mes talents. Joinville a des parties supérieures. Il m'étonne moi-même. Mais il est inégal, il s'oublie. Peut-être Aumale est-il le plus capable de tous, mais son caractère n'est pas toujours au niveau de son esprit* ».



■ **Royaliste : Comment se pose la question de la légitimité sous la monarchie de Juillet ?**

Arnaud Teyssier : Alfred de Vigny écrit dans le *Journal* d'un poète que le couronnement de Louis-Philippe fut « *un couronnement protestant* » : « *il convient à un pouvoir qui n'a plus rien de mystique. J'y trouve le défaut radical que le trône ne s'appuie ni sur l'appel au peuple, ni sur le droit de légitimité* ».

Il est vrai que la monarchie de Juillet posait un problème de légitimité : le pouvoir ne reposait pas sur le peuple, ni

sur la tradition monarchique qui désignait la branche aînée. Louis-Philippe et le duc d'Orléans étaient conscients du problème. Tous deux pensaient que le régime était fondé sur un accord des élites censitaires et sur le consentement de l'opinion publique : Louis-Philippe a tenté cette alchimie et il est probable que son fils serait allé plus loin et aurait recherché l'adhésion de l'ensemble de la population. Il aurait pu réussir car il jouissait d'une grande popularité.

■ **Royaliste : Somme toute, la monarchie de Juillet aurait pu tenir et s'installer. Pourquoi la révolution de 1848 ?**

Arnaud Teyssier : Le problème de la France au XIX^e siècle, c'est celui de ses bases institutionnelles. Elle n'avait plus de constitution politique depuis la Révolution française : Napoléon n'en avait pas laissé, la Charte avait été bousculée en 1830 et elle ne tient pas en 1848.

En revanche, la constitution sociale de la France - celle du Code civil - était compliquée, contradictoire mais puissante : une nouvelle société, de nouvelles élites ont émergé de la Révolution et de l'Empire, qui donnent au pays une solide base sociale.

Et puis il y a la constitution administrative qui est également issue de la Révolution et de l'Empire et qui prend sa source dans la tradition administrative de l'Ancien régime. Cette constitution, très solide, fortement centralisée, a été conservée par la Restauration et la monarchie de Juillet

- puis sous la III^e et la IV^e République. Elle a été préservée jusqu'au début des années 1990.

Le régime de Louis-Philippe n'a donc pas de constitution politique mais il repose sur une société solide et, surtout, sur l'administration - notamment sur les préfets. C'est aussi l'administration française qui permet à la III^e République, si faible sur le plan institutionnel, de faire des lois sociales, de développer l'économie, de se constituer un empire comme l'a très bien vu Daniel Halévy.

Il aurait donc suffi que la constitution politique soit un peu plus solide pour que la monarchie constitutionnelle s'installe durablement en France - comme elle s'est installée dans bien d'autres nations européennes.

Si Louis-Philippe avait compris vers 1845 qu'il fallait élargir les bases sociales du régime et moderniser les institutions, la révolution de 1848 n'aurait probablement pas eu lieu. Après, tout, si l'on excepte le Second empire, qui est une dictature, la France a continué de vivre et de s'affirmer sans constitution politique jusqu'à la fondation de la V^e République.

■ **Royaliste : Et aujourd'hui ?**

Arnaud Teyssier : Nous n'avons plus de constitution politique. Nous n'avons plus de constitution administrative car nous avons abandonné le système centralisé sans passer à un autre système. Je ne suis pas sûr que nous ayons encore une constitution sociale. Nous sommes donc dans une situation bien pire que celle de 1848 et beaucoup plus dangereuse : les aspects politiques sont devenus mineurs et la crise s'est généralisée.

Propos recueillis par B. La Richardais

📖 Arnaud Teyssier - « *Les enfants de Louis-Philippe et la France* », Pygmalion, prix franco : 22 €.

Terreur

Une imposture française

Le terrorisme ? On peut toujours se consoler en affirmant qu'il a toujours existé. C'est vrai, mais le terrorisme actuel constitue une menace qui s'aggrave en raison de l'efficacité croissante des techniques employées - de l'explosif classique à l'aéronef des islamistes en attendant pire...

Il faut donc apprécier la nature et l'étendue de la menace, ce qui est difficile en raison des manipulations dont elle fait l'objet. Nous disposons désormais d'un petit et solide ouvrage de référence qui sera actualisé chaque année (1). On y trouvera des définitions, une évaluation de la menace en France - limitée, pas inexistante - un exposé sur notre législation antiterroriste et une honnête présentation des débats suscités par la lutte contre le terrorisme.

Les statistiques publiées permettent d'étayer l'analyse mais on s'étonnera que le ministère de l'Intérieur ne soit pas capable de recenser les attentats commis en Corse entre 1966 et 2005 (plusieurs milliers) qui s'ajoutent aux 1317 attentats qui ont fait 196 morts (Corse comprise).

On retiendra surtout que « les actes de terrorisme sont des actes de communication » qui visent à influencer les comportements de la population. Cette centralité de la communication n'est pas reconnue par les médias occidentaux qui donnent à certains attentats l'immense écho que les terroristes en attendent. Effarante complicité.

Jacques BLANGY

(1) François Heisbourg & Jean-Luc Marret - « *Le terrorisme en France aujourd'hui* », Éd. des Équateurs, 2006, prix franco : 14 €.

Vous pensiez tout savoir sur le Charlatan suprême, maître-penseur, maître-censeur et menteur patenté ? Vous allez en apprendre de belles sur l'exploiteur des travailleurs africains et sur l'affairiste mondain.

Il faut d'abord saluer le courage de Nicolas Beau, journaliste au *Canard Enchaîné*, et d'Olivier Toscer, journaliste au *Nouvel observateur*, auteur d'un excellent ouvrage sur le favoritisme d'État (1) : s'attaquer à Bernard-Henri Lévy, c'est se condamner à ne pas être publié par de grandes maisons d'édition, à ne pas être publié ni même cité dans des journaux prestigieux par des plumes célèbres qui ont la réputation de faire vendre les livres. Quand on est jeune, c'est de l'héroïsme.

Un héroïsme lucide car les deux enquêteurs qui osent toucher à la statue vivante du maître-imposteur (2) mettent d'emblée en évidence l'exceptionnelle puissance de BHL, qui tient aux liens d'amitié et d'affaires qu'il a noués avec les grands barons de la presse, à l'étendue de son réseau d'amis, de clients et de valets, à sa fortune qui lui donne des moyens de séduction et de neutralisation hors du commun. À quoi s'ajoutent ses haines, méticuleusement entretenues sur de très longues périodes et qui finissent en vengeances aussi sordides qu'efficaces.

Nous le savions depuis l'excellente biographie (3) de Philippe Cohen ? Certes. Mais il importe de dénoncer régulièrement les procédés de l'arrogant personnage, ses mensonges (sur Massoud, son ami de vingt ans qu'il rencontra trois ans avant la mort du

commandant panshiri) et l'ignominie que constitue son livre sur Daniel Pearl.

Cet intellocrate suprême n'excelle pas seulement dans l'évocation de champ de batailles qu'il n'a pas connus, de dangers qu'il n'a pas courus et dans l'exploitation de cadavres. Ce grand humaniste a célébré la bande à Baader, s'est laissé instrumentaliser par la CIA dans sa croisade contre l'Union soviétique et a été utilisé par les généraux algériens, non moins assassins et tortionnaires que les islamistes, pendant la guerre civile en Algérie. On se souvient aussi qu'il a fermé les yeux sur les exactions commises par les brigades islamistes qui opéraient en Bosnie.

Nicolas Beau et Olivier Toscer se sont plus particulièrement intéressés à l'industriel et à l'affairiste, qui ne sont pas plus fréquentables que le journaliste d'opérette et le *miles gloriosus*. On découvre que l'écrivain dirigea pendant deux ans la société de commerce de bois qu'il avait héritée de son père et que ce défenseur des droits de l'homme n'eut aucune pitié pour ses employés africains, astreints à d'épouvantables conditions de travail dans la forêt ivoirienne. On en apprendra de belles sur les fructueuses opérations de « l'homme qui ne crachait pas sur l'argent public, même celui d'Elf », et sur ses magnifiques coups de Bourse.

À juste titre, les activités intellectuelles de BHL sont reportées en fin de livre. « *Le problème de Bernard, c'est qu'il n'a pas d'idées* », nous confiait voici vingt ans son premier valet, qui porte la livrée de la maison Grasset. Peu importe, puisqu'il sait admirablement vendre cette absence. Bernard-Henri Lévy a voulu que nous le prenions pour Baudelaire, Malraux et Sartre, lui qui s'imagina en prince Malko Linge - le héros des romans d'espionnage de Gérard de Villiers.

Cette année, il joue à être Tocqueville, avec un livre qui divise les critiques américains en deux camps : ceux qui rient à chaudes larmes, tant il y a de boursoufflure dans l'oeuvre ; ceux qui ricanent sous cape et disent qu'un Français proaméricain peut toujours servir.

Deux citations relevées par Nicolas Beau et Olivier Toscer peuvent servir d'épithète :

Celle de Régis Debray : « *Le fric, l'image et le lieu commun sont les trois pilotes de notre système social. BHL réussit la synthèse. Il mérite sa place* ».

Celle de Mariane Pearl : « *Un homme dont l'ego détruit l'intelligence* ».

De Bernard-Henri Lévy, il ne restera rien.

Maria DA SILVA

(1) Olivier Toscer - « *Argent public, fortunes privées* », Denoël, 2002, prix franco : 21 €. Voir *Royaliste* n° 807

(2) Nicolas Beau & Olivier Toscer - « *Une imposture française* », Les Arènes, 2006, prix franco : 16,50 €.

(3) Philippe Cohen - « *BHL, une biographie* », Fayard, 2004, prix franco : 22 €. Voir *Royaliste* n° 861.

Philippe Muray

La mort de Philippe Muray atteint profondément les hommes libres, ceux auxquels il n'aura cessé de dispenser ses alertes leçons de lucidité. Le sentiment d'être privé – avec son absence – de sa souveraine insolence constitue à lui seul une souffrance que seul peut adoucir le recours à une œuvre entrée en littérature et donc offerte pour toujours à notre passion de comprendre et de nous battre. Réactionnaire, néo-réactionnaire ? L'accusation, le procès même, ne pouvait beaucoup troubler un écrivain qui n'avait cessé de penser en dehors du courant et des idéologies, au risque de la stigmatisation la plus meurtrière, la *ringardisation*. Précisément ce grief était le symptôme même de la maladie du temps, sa superficialité, sa légèreté ontologique, sa bonne conscience, sa satisfaction béate d'être si chic et si bien, si ouvert et si moderne... Muray, avec son flegme, mais aussi sa curiosité littéraire dévorante, s'est mis délibérément en marge de la comédie sociale pour pouvoir mieux la saisir, adoptant au fond le point de vue balzacien, celui qu'il avait défini dans son maître livre (*Le XIX^e siècle à travers les âges*) (1). Comment caractérise-t-il, en effet, le génie propre à la comédie humaine ? « C'est la possibilité de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Par un angle d'attaque auquel personne n'avait jamais pensé. La vérité sur les fils et les filles, sur la filiation et la reproduction, sur les mères, les femmes, les hommes. » Et encore : « Devenant père pour énoncer son époque où achève d'être effacée la loi du Père, Balzac fait de la comédie humaine l'histoire d'un parricide multiforme pour montrer que la société est le parricide lui-même. »

Il y a chez le critique Philippe Muray la même ambition totalisante, le même effort presque démesuré pour comprendre une époque plus que post-balzacienne, la sienne, celle de Paris-plage et de Bertrand Delanoë qu'il moque certes avec alacrité mais pour mieux dire la vérité cachée de cette comédie qui ne se complait tant dans son ludisme que pour s'affaler dans l'insignifiance. Le parricide est infiniment plus grave que celui révélé par Balzac, parce qu'il s'attaque au sérieux de la vie, détruit de l'intérieur la génération du vivre ensemble pour aboutir à la fin de l'histoire. Non pas le concept idyllique, hegelo-kojevien réinventé par Fukuyama mais la terrible réalité d'un individu déraciné du sol et du ciel, d'une âme vidée de toute substance, d'une liberté sans libre-arbitre, d'un être incolore et sans saveur qui ne se pare plus que de l'illusion du jeu et de la fête. *Homo festivus*, l'homme festif, le festif festif, le pratiquant de la *Gay Pride* et de la *Techno parade*, brille d'une insignifiance qui peut éclater sans laisser le moindre souvenir puisqu'il est la manifestation achevée de l'ère du vide.

Mais avant de parvenir à cette obsession du Muray des dernières années, livrée de chroniques en chroniques rassemblées dans des ouvrages indispensables (*Après l'Histoire*, *Exorcismes spirituels*), il faut revenir à cet ouvrage somme, déjà signalé, ce *XIX^e siècle à travers les âges*, qui est – si on fait abstraction de son Céline, là-dessus je suis en total

accord avec le bel hommage de Philippe Lançon dans *Libération* – son livre le plus achevé et le plus réussi. C'est par cet énorme ouvrage que je fis personnellement la connaissance de l'auteur, et il m'a accompagné au long des ans. Je n'ai cessé de le relire et de le consulter, y puisant une vraie sagesse et une information que seules des lectures considérables avaient pu rassembler. Il me semble que pour en qualifier le genre, la catégorie du soupçon, inventée par Ricœur serait la plus appropriée. Comme maître du soupçon, Philippe Muray en remonterait à la trinité Marx-Nietzsche et Freud par son intrépidité théorique. Celle qui lui permet de mettre en cause – et même au supplice – les Lumières, notamment dans leur héritage dix-neuviémiste.

Non content, avec Hannah Arendt, de penser que le rationalisme n'a jamais sérieusement ébranlé la tradition judéo-chrétienne, il démontre à travers une enquête échevelée, comment le rapport à la mort est l'impensé d'un mouvement gnostico-ésotérique qui fit délirer les grands mages que sont Victor Hugo, George Sand, Auguste Comte ou Émile Zola. Il m'est impossible de résumer en quelques phrases l'éton-

nante fresque que seul un artiste pouvait peindre, à la Jérôme Bosch, inspiré par un génie baroque singulier où déjà la *vis comica* exerce son terrible pouvoir ironique. Il faut relire les pages désopilantes qui racontaient l'histoire de notre Panthéon parisien pour apprécier la façon suggestive d'un écrivain qui transgresse sans retenue la bienséance moderne pour révéler tous les ressorts de la comédie sociale. Philippe Muray déshabille la société comme on n'a jamais osé le faire et il montre notamment comment les questions métaphysiques dont on a voulu se débarrasser reviennent comme des fantômes qui peuplent la cité des Lumières. Baudelaire est un des rares à échapper à la fantasmagorie de ses contemporains. C'est peut-être qu'il a des armes critiques à cette fin et que, bien que poète d'avant-garde il est profondément réactionnaire, philosophiquement et reli-

gieusement...

Du dix-neuvième à notre début de vingt-et-unième siècle, il y a continuité profonde et rupture tout à la fois. L'époque est sourdement travaillée par l'occultisme qui affleure ici dans le satanisme à l'usage des jeunes générations et là dans le goût des bricolages religieux où une Hélène Blavatsky retrouverait aisément son legs. Mais nous avons fait des progrès remarquables dans la perte de soi, la jouissance dans la confusion et le chaos primal. C'est pourquoi Philippe Muray poursuivait son enquête en observant les phénomènes contemporains, apparemment insignifiants. Il révélait leur cohérence cachée, avec la même impertinence et surtout une puissance d'élucidation rarement atteinte par les sociologues du présent. Son pessimisme évident n'était nullement débilant, car il était sans complaisance. Protestation de l'esprit contre l'évidement de sens, il est aussi invitation à se nourrir d'une culture vraie et à retrouver l'audace d'une réflexion salvatrice. Philippe Lançon le juge comme « généreusement injuste ». C'est vrai que dans sa charge contre le ridicule et l'imposture, il y avait quelque exagération volontaire. C'était le prix à payer pour débusquer le mal qui nous rongait à l'enseigne de l'empire du Bien. C'était aussi un moyen de faire signe : après l'histoire, il y avait encore une histoire possible.

■ (1) « *Le XIX^e siècle à travers les âges* », Denoël 1984 (prix franco : 25 €) – Réédition en 1999 coll. Tel de Gallimard (prix franco : 14 €).

■ Une grande partie de l'œuvre de Philippe Muray est parue aux Éd. des Belles Lettres.

par Gérard Leclerc



Hammett

Les virtuoses et la multitude

Hammett est de ces très rares écrivains dont on peut écrire qu'il inventa un genre : le roman noir. Genre dès lors promis à une belle et féconde postérité.

Disons-le de suite, ce recueil de trois nouvelles mettant en scène Sam Spade, personnage emblématique de l'univers hammettien me semble surtout destiné à ceux/elles désirant aborder cet auteur sans risque.

Les trois nouvelles ici présentées écrites entre juillet et novembre 1932 ont été rédigées alors que Hammett était au sommet de son art et reconnu pour tel. Le lecteur y découvrira une clef de l'univers hammettien : la psychologie des personnages s'y exprime au travers de leurs actes et non en introspection. Un homme révélant son caractère par son comportement. Hammett ne s'embarrasse pas de décorum, il va aux faits, d'où un remarquable travail de dialoguiste.

Truand manipulateur en fin de parcours, maître chanteur malchanceux, homme d'affaires ivre de vengeance, le dénominateur commun entre ces personnages est l'appât du gain. Chez Hammett les mobiles de meurtre sont crédibles, ses personnages appartiennent à ce monde et sont modelés par sa logique, il en résulte que ses récits restent d'une actualité criante.

Le roman noir décalque la société, désabusé il en établit le constat lucide. Dans un monde régit par l'argent le mal ne peut que perdurer et se régénérer. Oui Hammett au-delà du cadre du roman policier fut bien un moraliste.

Bruno DIAZ

📖 Dashiell Hammett - « *On ne peut vous pendre qu'une fois et autres enquêtes de Sam Spade* », Librio, prix franco : 3,50 €.

La controverse entre Augustin et les Pélagiens ? S'il n'est pas besoin de présenter saint Augustin, il n'en est peut-être pas de même de l'hérésiarque Pélage, lequel, au début du V^e siècle, est à l'origine de ce que l'auteur de *Les virtuoses et la multitude* nomme « la première controverse théologique de l'Occident ».

Il ne s'agit pas pour autant d'un livre de théologie, nécessitant des connaissances particulières en la matière : le regard original que Jean-Marie Salamito jette sur cette crise importante concerne les aspects sociaux d'une controverse qui révèle deux approches opposées du peuple de Dieu et n'est pas seulement une étape de l'histoire doctrinale relative aux rôles respectifs de la grâce et de la liberté dans le salut, mais apparaît aussi comme un observatoire des rapports entre religion et société.

Pourquoi, alors, *Les virtuoses et la multitude* ? Ce titre énigmatique s'éclaire immédiatement de la double approche sociologique de l'auteur qui, pour étudier les aspects sociaux de la controverse s'inspire de la notion webérienne de *virtuoses religieux*. Qui sont-ils ? « [...] pour une part, Pélage et ses disciples mais aussi, bien au-delà, tous les chercheurs de perfection qui leur sont contemporains - et donc Augustin lui-même. » Quant à la multitude, « c'est cette multitude du peuple fidèle dont l'évêque d'Hippone parle si souvent et à laquelle il a consacré, au long de plus de trente années de ministère et notamment de prédication, l'essentiel de ses forces ».

Jean-Marie Salamito assume d'ailleurs parfaitement ce recours à la sociologie des religions de Max Weber, qui n'est pas la moindre nouveauté dans l'étude de cette crise : « *Tout historien, précise-t-il, sait qu'il se trouve exposé chaque jour au risque d'employer à la légère des catégories et des notions dont il ne maîtrise guère les fondements, mais qui, à force de demeurer dans le paysage intellectuel commun, finissent par entrer dans l'idiome de la corporation* » - on sait ce qu'il en a été, à une époque encore récente, des vulgates marxisantes. C'est pourquoi, refusant « d'utiliser un vocabulaire d'origine webérienne comme Monsieur Jourdain faisait de la prose », il s'agit pour lui de recourir à un outil déterminé sans dogmatisme aucun.

D'un style clair, ce livre nous distille sans même qu'on s'en aperçoive l'immense érudition dont fait montre Jean-Marie Salamito dans l'étude de ce qui rapproche, distingue et finit par opposer Pélage et les pélagiens à Augustin : ce faisant, nous sommes progressivement conduits, à travers l'analyse à la fois vivante et méthodique des nombreux documents sollicités, pour certains encore inédits - il en est ainsi de certaines sources

augustinienues « *car, contrairement à certaines idées reçues, les historiens de l'Antiquité ne travaillent pas sur un corpus littéraire définitivement clos* » -, à comprendre pourquoi l'Église ne mit pas longtemps à condamner une hérésie qui, par son aristocratie finalement plus spirituel que sociologique, mettait en cause l'universalité même de la *Bonne nouvelle* annoncée par le Christ. L'antagonisme entre Pélage et saint Augustin peut en effet se résumer en deux oppositions principales : l'*autosatisfaction* contre la *spiritualité de la dépendance*, la perfection visible contre la sainteté secrète : « *Pélage permet et même favorise l'exaltation intérieure de l'individu, ainsi que la constitution d'une élite de virtuoses religieux, socialement reconnaissable et reconnue. Augustin n'attribue de gloire qu'à Dieu [...]; il attend la révélation à la fin des temps d'une multitude de saints inconnus.* » Pélage contre Augustin, c'est donc, en un sens, l'*Immédiat* contre l'*eschatologique* : le refus du monde n'a pas le même sens chez nos deux prédicateurs.

Mais ce livre, c'est aussi une promenade dans les différentes couches sociales, à l'aube du V^e siècle, de l'Italie et de l'Afrique du Nord, alors également chrétiennes.

Axel TISSERAND

📖 Jean-Marie Salamito - « *Les Virtuoses et la multitude - Aspects sociaux de la controverse entre Augustin et les Pélagiens* », Éd. Jérôme Millon, collection Nomina, Grenoble, 2005, prix franco : 30 €.

ILE-DE-FRANCE

La Fédération d'Ile-de-France invite les adhérents et sympathisants de la NAR et les lecteurs de *Royaliste* qui le désirent à une réunion le **samedi 25 mars de 15h30 à 17 h** dans nos locaux, 17 rue des Petits-Champs.

Après les manifestations contre le CPE, l'on fera un tour d'horizon politique et social et l'on mènera une réflexion sur les perspectives d'action. La réunion sera animée par Philippe Labarrière.

Nous incitons nos nouveaux lecteurs à profiter de cette occasion pour prendre contact et venir faire connaissance.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 1^{er} et 2 avril 2006. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 1^{er} avril). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "*La politique des transports en Europe*" et, d'autre part, "*La réforme du système monétaire*".

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 22 mars** - Professeur d'économie, Jacques Sapir est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Auteur de très nombreux ouvrages sur l'Union soviétique, sur la Russie, sur les théories économiques, **Jacques SAPIR** vient de publier un essai politique qui procède de son combat contre le « traité constitutionnel » et de la victoire du « Non » le 29 mai.

Cet essai annonce la fin de cet euro-libéralisme dont notre invité avait souligné les impasses théoriques et les conséquences désastreuses dans ses ouvrages magistraux. Le rejet de l'idéologie dominante et de l'oligarchie par une large majorité de Français étant un fait acquis, il s'agit maintenant

d'élaborer la « **Stratégie pour une renaissance** ». Jacques Sapir apporte plus que des pistes : des éléments de programme économique et monétaire pour la France et pour l'Europe. Nous en discuterons avec lui, estimant comme lui qu'il est temps d'être radical.

● **Mercredi 29 mars** - Jeune historien, **François HUGUENIN** s'est fait connaître par l'ouvrage qu'il avait consacré à *L'École de l'Action française*, qu'il nous avait présenté. Il revient parmi nous avec un nouveau livre, cette fois consacré au « **Conservatisme impossible** ». Il s'agit d'une histoire de la droite française qui, selon François Huguenin, se constitue après la Révolution française autour de deux écoles - l'une libérale avec Guizot, Tocqueville puis Aron, l'autre réactionnaire avec Maistre, Bonald et Maurras. Ces deux tendances se sont combattues, dans l'ignorance ou la méconnaissance qu'elles avaient l'une de l'autre. D'où l'impossibilité de constituer en France un grand parti conservateur, et l'échec de la droite au XX^e siècle.

La thèse de François Huguenin mérite d'être examinée de près et mise en débat selon la perspective de l'histoire politique et des enjeux idéologiques.

● **Mercredi 5 avril** - Anthropologue, sociologue, écrivain, **Georges BALANDIER** a donné maints entretiens à *Royaliste* et vient régulièrement nous présenter ses ouvrages, indispensables à la compréhension des sociétés de la tradition et de la modernité.

Notre invité a récemment consacré un livre à ce « Grand dérangement » que constitue la rupture que nous sommes en train de vivre : le passé s'est défilé et les transformations présentes restent sans aboutissement prévisible. D'où la nécessité d'étudier avec précision les différents domaines et les différents aspects des bouleversements en cours.

C'est selon ce souci général que Georges Balandier nous présentera la nouvelle édition d'un de ses classiques : « *Le pouvoir sur scène* » et commentera plus particulièrement le chapitre qu'il consacre à « **la question politique à l'épreuve de la sur-modernité** ».

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

PHOTOS

Des photos de la Famille de France sont disponibles. Sur simple demande de votre part (tél. : 01.42.97.42.57) nous vous enverrons le petit catalogue illustré qui vous permettra de choisir et de les commander. de 26,50 €.

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 8 €.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Retour à gauche ?

Les chefs socialistes attendent leur tour. Dans la langue avilie de l'oligarchie – la leur – nous dirons qu'ils gèrent leur attente selon la loi du moindre effort.

Confortablement installés, ils peuvent se féliciter de la grande réconciliation familiale de novembre dernier, au congrès du Mans. Unis dans l'inertie, ils jouissent de leur image de gauche, restaurée par les excès ultra-libéraux de la droite ; sur les arrières de la bataille contre le CPE, ils prennent des poses de contestataires sourcilleux.

Comme en 1995, ils engrangent – le mot est de Laurent Fabius – et comptent bénéficier mécaniquement du rejet d'une droite qui a failli dans tous les domaines.

Les chefs socialistes ont peut-être raison de parier sur la révolte étudiante, sur la colère des syndicalistes de base et sur la réaction antilibérale qui mobilise depuis une douzaine d'années une large fraction du peuple français. Il est possible, probable même, qu'une importante portion de l'électorat qui avait refusé Lionel Jospin en 2002 votera pour n'importe quel socialiste l'année prochaine afin de se débarrasser à la fois de Dominique de Villepin et de Nicolas Sarkozy.

Oui, n'importe quel socialiste. Pour établir une différence décisive en vue de la présidentielle, l'un joue la vertu outragée, l'autre la compétence experte tandis que la reine des sondages se cherche un style à défaut d'une pensée. Cette comédie écoeure. Elle a été trop souvent jouée, avec les mêmes acteurs qui vieillissent dans la crainte de se voir surpassés par de jeunes talents.

L'âge n'est cependant pas décisif. Le général de Gaulle avait 69 ans lorsqu'il revint aux affaires et la France continue de bénéficier des révolutions qu'il sut accomplir. Le problème majeur, pour les dirigeants de gauche qui sont venus à la politique entre 1958 et 1968, c'est le reniement de leurs principes et la part qu'ils ont prise dans la liquidation des conquêtes de la Libération.

D'où un scandale, qui ne passera pas. Comme les oligarques



de droite, les chefs socialistes ont bénéficié du développement économique, de la protection sociale, de la démocratisation de l'enseignement, de l'emploi garanti, des hauts salaires. Or ils refusent aux nouvelles générations les mêmes avantages tout en continuant de jouir de leurs immenses privilèges.

Dans la lutte sociale aujourd'hui, demain dans la bataille pour l'Élysée, nous devons rappeler les responsabilités de celles et ceux qui jouent le retour des victimes dans l'innocence des matins enchantés.

Laurent Fabius, Lionel Jospin, Dominique Strauss-Kahn et François Hollande ont activement

collaboré à l'entreprise de destruction généralisée

La « rigueur » budgétaire et l'écrasement des salaires, ce n'est pas seulement la droite, c'est eux aussi.

Les contrats au rabais - cette interminable liste de sigles qui cachent l'exploitation croissante d'une main d'œuvre servile - c'est eux aussi. Et ils persévèrent en présentant, comme alternative au CPE, des bricolages technocratiques qui ne feront pas disparaître la précarité.

La stratégie ultra-libérale de Lisbonne, c'est Lionel Jospin aux côtés de Jacques Chirac.

L'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie, c'est encore Lionel Jospin pactisant avec Jacques Chirac.

La privatisation massive, c'est Lionel Jospin, avec la complicité de Dominique Strauss-Kahn et de Laurent Fabius.

Plus grave encore, le viol de la Constitution lors de la guerre contre la Yougoslavie, décidée sans l'autorisation du Parlement, a été une étape majeure dans l'abandon des principes démocratiques.

N'oublions pas que, à l'exception de Laurent Fabius, tous les chefs socialistes qui dénoncent actuellement certaines applications de l'ultra-libéralisme – le CPE, la privatisation de Gaz de France – ont mené une campagne acharnée pour l'adoption, sous la forme d'un « traité constitutionnel », de la charte antidémocratique de l'ultra-libéralisme.

Souvenons-nous que les députés socialistes français de toutes tendances se sont abstenus le 19 janvier, lorsque la majorité des députés européens s'est prononcée pour l'application en 2009 du « traité » que le peuple français a rejeté.

Les chefs socialistes ne changeront pas. A leurs grands principes, ils préféreront toujours les petits arrangements.

Bertrand RENOUVIN